


Atelier ONU-ATAF sur le Prix de transfert
Aspects administratifs et développements récents
 Ezulwini, Swaziland
 4-8 décembre 2017


AFRICAN TAX ADMINISTRATION FORUM
FORUM SUR L'ADMINISTRATION FISCALE AFRICAINE

PRÉVENTION ET RÉSOLUTION DES DIFFERENDS
Exemple - PAM
Vendredi, 8 décembre 2017
14h00 – 15h00



METERS GROUP

Le but de cet exemple est d'analyser de manière pratique quand la résolution des différends est nécessaire et quelles options sont disponibles.

L'affaire concerne le fictif Meters Group. Le groupe est engagé dans une affaire qui consiste à mettre des solutions intelligentes à la disposition des sociétés d'énergie. Il développe, produit et distribue des compteurs électroniques pour les entreprises de services publics et les ménages; il fait aussi dans le développement de solutions logicielles, la surveillance de l'énergie et les systèmes de paiement électronique.

2

Faits du cas

Electro Co est enregistrée et résidente dans le Pays A;

Electro Co est propriétaire des brevets, du savoir-faire industriel et des droits de nomination liés au développement des solutions logicielles associées, la surveillance de l'énergie, la facturation et les paiements électroniques. Il est aussi propriétaire de la marque déposée « T », enregistrée dans le Pays A.

3

Faits du cas

Electro Co est enregistrée et résidente dans le Pays B;

Cable Co fabrique une large gamme de compteurs électroniques pour la production, la transmission, la distribution et la consommation d'électricité, et pour la gestion des recettes d'électricité. Dans le cas de notre exemple, Cable Co paye des redevances à Electro Co pour la technologie qu'il utilise pour la fabrication.

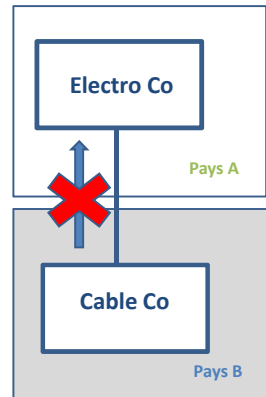
4

Faits supplémentaires

Electro Co est auditée. Elle rapporte des pertes d'exploitation nettes pour 2012 et 2013;

Les autorités fiscales du Pays B déclarent que Cable Co devraient gagner au moins les coûts plus 15% et que des pertes nettes ne semblent pas correctes.

Elles ont rejeté les redevances payées par Cable Co à Electro Co comme dépense déductible.



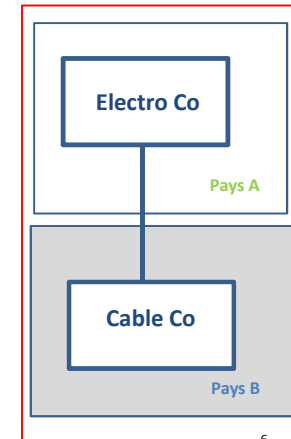
5

Faits supplémentaires

Les autorités fiscales du Pays B ont demandé (mais n'ont pas encore reçu) les informations sur la situation fiscale d'Electro Co.

Il y a une Convention fiscale sur la prévention de la double imposition entre le Pays A et le Pays B.

Tout ajustement à la hausse sera soumis à la PAM par Cable Co.



6

Importance de la résolution des contentieux

Résolution des différends transfrontaliers

- Si vous savez qu'un contribuable demandera la PAM en vertu d'une convention applicable, les aspects suivants doivent être pris en compte:
- Confirmez que le traité autorise la PAM:
 - Confirmer qu'il existe un article 9 (Entreprises associées) dans la Convention avec un paragraphe d'ajustement correspondant (Article 9 (2));
 - Vérifier que l'article 25 (accord mutuel) s'applique et n'a aucune exception applicable;
 - Vérifiez qu'une application en temps opportun est possible (dans les 3 ans suivant la première notification). Noter que certaines conventions ou procédures internes permettent un accès accéléré à la PAM.

7

Importance de la résolution des contentieux

Résolution des différends transfrontaliers

- Si vous savez qu'un contribuable demandera la PAM en vertu d'une convention applicable, les aspects suivants doivent être pris en compte:
- Confirmer si l'étape du processus de controverse permet la PAM:
 - Un règlement de l'audit a-t-il été convenu? Il peut être nécessaire de déterminer si l'audit est exhaustif ou non et si une partie peut en être tirée et soumise à la PAM;
 - Une objection ou un litige interne a-t-il été déposé? Il peut être nécessaire de déterminer quelle procédure a préséance, la PAM ou la procédure de résolution de contentieux;
- Le contribuable peut devoir s'assurer qu'il dépose une réclamation protectrice dans l'autre juridiction, pour arrêter le délai de prescription et fermer l'accès à la PAM dans ce pays.

8

Importance de la résolution des contentieux

Résolution des différends transfrontaliers

- Si vous savez qu'un contribuable demandera la PAM en vertu d'une convention applicable, les aspects suivants doivent être pris en compte:
- Certains ajustements ne qualifient pas pour la PAM. Il peut s'agir de cas où les ajustements sont basés sur la fraude, la négligence grossière et le défaut délibéré, ou lorsque l'ajustement est basé sur une clause anti-abus;
- Un recours à la PAM doit contenir des informations détaillées avant que les autorités compétentes puissent traiter le cas avec succès. Voir ¶2.2. du Guide de la procédure d'accord mutuel en vertu des conventions fiscales.
http://www.un.org/esa/ffd/tax/gmap/Guide_MAP.pdf

9

Importance de la résolution des contentieux

Résolution des différends transfrontaliers

- Si vous savez qu'un contribuable demandera la PAM en vertu d'une convention applicable, les aspects suivants doivent être pris en compte:
- Les autorités fiscales doivent décider du mode de communication (réunion / téléphone / courrier électronique, etc.). Le contribuable ne fait généralement pas partie de la procédure, bien qu'il puisse être utile de leur faire expliquer les faits pertinents.
- Les autorités fiscales qui ont effectué l'ajustement primaire (initial) ont la charge de prouver que l'ajustement est correct. Ils doivent soumettre un "document de position" aux autres autorités compétentes en expliquant les raisons de cet ajustement;
- Si les autres autorités compétentes sont d'accord avec la justification, et qu'il n'y a pas d'obstacle à l'application d'un ajustement correspondant aux années en question, les deux autorités peuvent convenir de cela et le communiquer au contribuable;

10

Importance de la résolution des contentieux

Résolution des différends transfrontaliers

- Si vous savez qu'un contribuable demandera la PAM en vertu d'une convention applicable, les aspects suivants doivent être pris en compte:
- Le contribuable doit accepter l'accord PAM obtenu. S'il ne le fait pas, il peut toujours contester l'affaire, à condition qu'il ait pris les mesures nécessaires pour garder cette option ouverte;
- Si le contribuable accepte l'accord, le pays A peut réduire le revenu imposable d'Electro Co pour les années en question, avec le montant de la redevance. Cela pourrait même entraîner un remboursement d'impôt dans le pays A.

11

Importance de la résolution des contentieux

Résolution des différends transfrontaliers

- Si vous savez qu'un contribuable demandera la PAM en vertu d'une convention applicable, les aspects suivants doivent être pris en compte:
- Il faudra vérifier si les autorités compétentes considèrent un ajustement correspondant effectué par le pays A comme une transaction secondaire distincte, avec des conséquences fiscales secondaires;
- Il faudra déterminer si les intérêts de paiement tardif et / ou de remboursement s'appliquent aux ajustements primaires correspondants selon le droit national et si cela est modifié dans le cadre de l'accord d'autorité compétente;

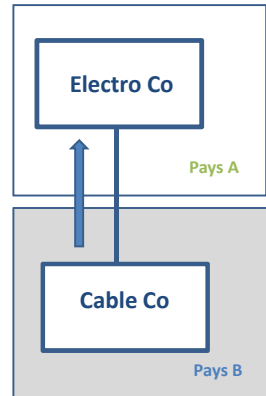
12

Aspects pratiques

Le revenu supplémentaire / excessif alloué d'une filiale à la société mère peut être caractérisé comme une distribution de dividendes, ou un prêt.

Le revenu supplémentaire / excessif alloué d'une société mère à une société soeur peut être caractérisé comme une contribution en capitaux, ou un prêt.

Contracter un prêt peut être fastidieux en raison des obligations d'intérêt.



13

Résolution des contentieux des conventions fiscales

ARBITRAGE

- L'article 25 (variante B) du Modèle de Convention des Nations Unies prévoit l'utilisation de l'arbitrage si les autorités compétentes ne peuvent pas résoudre la double imposition dans les 3 ans après avoir reçu une demande de PAM en bonne et due forme;
- La limite de trois ans commence généralement à courir une fois que toutes les informations nécessaires ont été mises à la disposition des autorités compétentes pour le cas de la PAM;
- Ainsi, si les pays A et B ont une convention fiscale qui inclut l'arbitrage obligatoire, et que les pays B et A n'avaient pas été en mesure de résoudre le problème de la PAM dans la limite de trois ans, l'affaire aurait pu être soumise à l'arbitrage.
- L'arbitrage permet à des tiers d'aider à résoudre le problème afin que les contribuables ne soient pas laissés sans secours au cas où les autorités compétentes - pour quelque raison que ce soit - ne parviennent pas à un accord ou ne peuvent pas résoudre le problème.

14

Résolution des contentieux internationaux

ARBITRAGE

- L'accord mutuel applicable en matière d'arbitrage régira le processus d'arbitrage (un exemple d'accord figure dans le Modèle de Convention des Nations Unies comme référence).
- Une demande d'arbitrage doit être faite par écrit d'une autorité compétente à l'autre, et doit préciser qu'aucune décision contraignante n'a encore été obtenue (en justice ou autrement);
- Il peut y avoir un seuil minimal pour les questions avant qu'elles ne puissent être soumises à l'arbitrage;
- Une fois la demande soumise, les autorités compétentes doivent s'entendre sur les questions à soumettre au panel d'arbitrage (il peut y avoir un court délai de trois mois pour le faire). Il s'agit des termes de référence;

15

Résolution des contentieux internationaux

ARBITRAGE

- Une fois les Termes de référence convenus, le panel d'arbitrage doit être choisi: chaque autorité compétente choisit un arbitre, et les arbitres choisis choisissent un troisième arbitre qui assumera la présidence.
- Les questions à trancher comprennent entre autres:
 - Les qualifications des arbitres et les honoraires des arbitres;
 - Le nombre d'arbitres (il peut y en avoir plus d'un par pays); Comment le groupe d'arbitrage décide-t-il des Termes de Référence: en utilisant une approche basée sur la «Dernière Meilleure Offre» ou autrement (c'est-à-dire l'approche d'opinion indépendante);
 - Le processus de communication entre les arbitres et la confidentialité de la procédure;
 - Logistique;
 - Comment mettre en œuvre la décision de l'arbitrage.

16

Résolution des contentieux internationaux

Procédures d'accord mutuel

- L'arbitrage est généralement considéré comme une extension de la procédure d'accord mutuel prévue par la Convention pour éviter la double imposition. Cependant, dans certains scénarios, les contribuables exigent un arbitrage indépendant pour les questions fiscales, comme dans le cadre des traités d'investissement;
- Les contribuables estiment que l'évitement de la double imposition est un aspect important de leurs décisions en matière d'investissement étranger direct. Par conséquent, les gouvernements ont intérêt à s'assurer que le processus de la PAM fonctionne;
- Il y a une demande croissante pour obtenir un accès plus large à la PAM: Accélérer le processus d'élaboration des plans d'action (passer rapidement au processus de l'autorité compétente) et reconduire les décisions de la PAM vers les années ultérieures, afin d'obtenir une certitude;
- Pour permettre à la PAM de fonctionner, il est important que les ajustements fiscaux des prix de transfert (et autres) soient bien développés et bien motivés.